

COMMENT, DE 1918 À 1939, LES ÉLITES FRANÇAISES ONT FAIT LE CHOIX DE LA DÉFAITE

mardi 26 septembre 2006, par Jean Christophe Grellety

En 1940, la France assiégée s'effondre en un mois.

Depuis, cette "étrange défaite" ne cesse d'étonner et reste incompréhensible.

Dans son ouvrage, "Le Choix de la défaite", Madame Annie Lacroix-Riz apporte des preuves, irréfutables et accablantes, d'une trahison planifiée, dont l'ampleur demeure, aujourd'hui encore, insoupçonnée.

Le choix de la défaite : enquête et sources

Vox Populi :

Armand Colin publie, depuis avril 2006, votre dernier ouvrage, « Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 30 ».

Ce titre et son sous-titre expliquent ensemble, parfaitement, la nature de ce livre et du travail qu'il contient, fruit d'une dizaine d'années de recherches.

Par "élites", vous désignez l'ensemble des hommes de pouvoir et d'influence, à commencer par les hommes d'affaires, puis les hommes politiques et les journalistes, qui, vous le démontrez, sont assujettis aux hommes d'affaires.

Votre travail a pour objet de nous faire découvrir ce choix dont parle le titre, le choix de la défaite de 1940, défaite qui a autant stupéfié les Français de l'époque, par sa rapidité et son apparente irréversibilité, que les étrangers qui entendaient dire alors que la France disposait de la première armée du monde.

Vous citez l'historien « martyr » Marc Bloch (fusillé en juin 1944 après avoir été arrêté par la Gestapo) qui écrivait : « Le jour viendra (...) où il sera possible de faire la lumière sur les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés ».

Grâce à votre travail, ce jour semble enfin venu. Le procès pour trahison est donc possible. Avant que vous nous exposiez des éléments et les raisons d'une telle accusation, nous devons au préalable la définir :

Par trahison, nous entendons le fait, pour un et plusieurs individus, d'appartenir à une communauté identifiée et identitaire (une nation par exemple), de proclamer et d'utiliser cette appartenance tout en œuvrant à sa perte, dans le but de prendre ou d'offrir le contrôle des pouvoirs, pour et avec l'acquiescement comme le soutien d'étrangers. Cette trahison est inscrite dans le droit national, français ou américain par exemple.

Elle fut passible en France de la peine de mort, en raison de la gravité des actes et de leurs conséquences.

Le châtement que la justice française a réservé à Laval - au moment d'une épuration bien imparfaite, nous allons le voir - beaucoup d'acteurs de la vie française, du début des années 20 jusqu'aux années 40, auraient pu, à la Libération, se le voir infliger.

Or, ce procès général et vaste de la collaboration n'a jamais eu lieu.

Souhaitez-vous qu'il ait lieu, à partir des pièces que vous avez trouvées ?

Annie Lacroix-Riz :

Les véritables procès n'ont pas eu lieu, pour des raisons de maintien du statu quo économique, social et politique d'après-Libération que j'expose dans l'épilogue, et que j'avais perçues il y a plus de vingt ans, quand j'ai rédigé un article sur la non-épuration des banques [1], époque où j'ignorais jusqu'à l'existence de la synarchie.

Je ne rêve pas de procès - d'ailleurs formellement impossible vu la disparition de la plupart des protagonistes - mais de simple connaissance historique, laquelle est pour l'heure inaccessible à la masse de la population, qui ignore (et

continuera à ignorer jusqu'à nouvel ordre) tout sur les causes réelles de la défaite de la France en 1940 et le maintien aux affaires (appareil d'État compris), malgré les apparences des novations de la Libération, de ceux qui l'ont mijotée.

Vox Populi :

Cette somme nous offre des sources multiples et essentielles : archives françaises de la police et des Renseignements Généraux, mais aussi archives étrangères, anglaises et allemandes.

Pour un historien, ce renvoi aux sources est indispensable, car le récit que vous énoncez ne peut ainsi être accusé d'être une fable ni une torsion de la réalité. Pourtant, il a fallu que vous ayez déjà ouvert les yeux sur certaines réalités pour trouver ce que vous cherchiez.

Qu'est-ce qui vous a mis sur la piste de cette gigantesque organisation de la trahison ?

Annie Lacroix-Riz :

Mes travaux sur la collaboration économique m'ont fait découvrir l'existence de la synarchie, les archives françaises et allemandes de guerre étant fort riches sur le scandale de presse de l'été 1941 qui mit brutalement et très brièvement l'affaire sur la place publique.

Dans la discussion problématique du chapitre 1 de l'ouvrage "Industriels et banquiers français sous l'Occupation", j'ai opposé ces archives, catégoriques et convaincantes, quoique a posteriori, aux affirmations de plusieurs de mes collègues postulant « la légende » ou « le mythe de la synarchie » - selon les formules ironiques respectives de Richard Kuisel [2].

Je me suis fixé pour tâche de faire la clarté sur la question en consultant les sources contemporaines des préparatifs de la dite synarchie, c'est-à-dire celles des années trente (consultation que j'avais déjà largement amorcée, depuis plusieurs années, sur les questions de politique extérieure, notamment dans le cadre de la préparation du livre Le Vatican, l'Europe et le Reich).

Cet objectif se confondait avec la problématique même du Choix de la défaite, qui a accompagné toute ma carrière d'historienne et d'enseignante : quand j'étais professeur dans le secondaire et que je préparais (1970-1980) une thèse d'État sur l'après-Libération, je faisais déjà observer à mes élèves le caractère incongru et incompréhensible de la défaite française infligée en quelques semaines (croyais-je alors, quelques jours suffirent) à un pays vainqueur, une des grandes puissances du début du 20ème siècle, alors même que la France n'ignorait rien des intentions belliqueuses du Reich allemand.

Bref, la problématique de « L'étrange défaite » de Marc Bloch m'a tracassée comme historienne (sans parler de la citoyenne) depuis l'origine de ma carrière de chercheuse.

Vox Populi :

Si certains, à l'époque et jusqu'à aujourd'hui, n'ont toujours pas compris ni perçu ce que vous exposez, allant jusqu'à nier « la toute puissance politique du grand patronat », l'ensemble de votre ouvrage démontre qu'un petit nombre d'individus tirait les ficelles des règles et des flux économiques.

Par exemple, selon la Sûreté Générale, « ce scandale (le krach de la banque Oustric et de la Banque Adam, mises à genoux par leurs frères !) plus grave que celui de Panama » (à la fin du 19ème siècle), a pu passer comme une lettre à la poste !

Cet Oustric, vous nous l'apprenez plus loin, était « en effet lié au banquier italien et député fasciste Riccardo Gualino ». Et ce que nous pouvons mesurer pour la première fois grâce à votre travail, c'est à quel point l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie étaient implantées en France, par des réseaux économiques, sans parler des agents d'exécutions, nous y reviendrons.

Au coeur de cette araignée qui tisse sa toile en prévision de la défaite, il y a ce fameux Comité des Forges, et son dirigeant, François de Wendel, dont la famille est toujours puissante.

Aujourd'hui, 60 ans après la fin de cette guerre mondiale et terrible, l'amitié franco-allemande, les partenariats franco-allemands sont célébrés, parce que cela représente un ensemble de conditions à cette paix, profitable à tous. Mais cette « collaboration économique franco-allemande avait commencé à se déployer dans les années 1920, sous l'égide du charbon et de l'acier ».

Elle commençait, et pour ceux qui tiraient profit de cette connexion entre la grande bourgeoisie française et celle d'Allemagne, elle devait se prolonger au maximum.

La collaboration de 40 à 44 fut la période idéale pour ce partenariat. Car les occupants ont toujours payé les factures aux entreprises qui collaboraient. Pour cela, des patrons français n'ont pas hésité à pactiser avec des francophobes qui avaient retourné leur veste, en apparence, pour leurs seuls intérêts.

Je pense, par exemple, à l'industriel Arnold Rechberg, dont vous parlez (page 57).

Dès 1930, l'Allemagne est sur la voie d'un réarmement massif, ainsi que sur celle de l'antisémitisme (Les juifs sont récusés s'ils veulent entrer dans ces groupes militaires).

Les Nazis perçoivent des subsides de la part du grand patronat allemand. Par exemple, la « redevance de 30 pfennings par tonne vendue de houille ou d'acier que la grosse industrie allemande (...) versait à Hitler pour frais de propagande » depuis 1923 et l'occupation de la Ruhr (...) et « l'appui financier des grands industriels » (formule de juillet 1932 de la Sûreté Générale, répétée mille fois) expliquent mieux les moyens illimités du NSDAP de 1930 à 1933 et ses succès consécutifs. »

Et vous ajoutez dans la foulée : « Hugenberg, ancien président du directoire de Krupp et chef du Parti National Allemand : maître de la moitié de la grande presse écrite (...) fut l'artisan de la marée nazie par l'écho quotidien offert aux hitlériens ».

Les dirigeants français sont très bien informés, jour après jour, de ce qui se passe en Allemagne, et s'ils ne bougent pas jusqu'en 40, c'est qu'ils sont hypnotisés par fascination, par désir mimétique : "Hitler plutôt que Staline" est une devise qui, en fait, cache mal l'enthousiasme de nos élites pour le « modèle allemand ».

Annie Lacroix-Riz :

Ma longue pratique des archives (36 ans) n'a cessé de démontrer la pertinence du Capital de Marx (dont j'avais fait un des thèmes de ma maîtrise, préparée sous la direction du grand Pierre Vilar), et notamment de ses pages sur ce que le capital est capable de faire pour un taux de profit élevé.

Le « modèle allemand » offrait des perspectives presque aussi séduisantes que le taux de profit de la Compagnie des Indes occidentales au capital britannique de la grande époque (les bonnes années, égal ou supérieur au capital).

Quant au réarmement allemand, il n'a pas cessé depuis la défaite (l'historiographie, notamment allemande, est impressionnante sur la question), mais la crise des années trente lui a donné naturellement une accélération décisive.

Vox Populi :

Le fascisme, né en Italie, était organisé autour d'un leader charismatique et absolu - même si, aujourd'hui, nous pouvons mieux rire de ses clowneries lorsqu'il était en représentation.

En France, il faut constater que, au cours de ces années 30, aucun des prétendants à ce leadership ne parvenait à prendre ce pouvoir, symbolique et plus que symbolique. Ce fascisme français est une autre armée des ombres.

Il faut parler de ces personnes et de ces figures méconnues des Français d'aujourd'hui. François-Poncet, Taittinger, François Coty, François de Wendel, Jean Coutrot, Anatole de Monzie, Gabriel le Roy Ladurie, Hippolyte Worms, les synarques, ce rassemblement plus secret dont vous parlez beaucoup, et qui a instrumentalisé une Cagoule, qui rassemblait, elle, des hommes d'action, comme ce Jean Filiol (dont nous avons déjà parlé ici).

Pouvez-vous nous les présenter ?

Annie Lacroix-Riz :

Je ne peux que vous renvoyer à l'index, sur ces hommes appartenant pour la plupart au grand capital financier.

Leur trait commun est d'anéantir la thèse de la non-politisation de cette catégorie, thèse courante de l'historiographie dominante que j'ai contestée, preuves à l'appui, dans le présent ouvrage comme dans « Industriels et banquiers ... ».

Cette extrême politisation de la catégorie suscitée (qui se confond avec la haine de classe) a eu pour conséquence d'inclure un certain nombre de ses représentants directs dans la catégorie de ce que vous appelez « hommes d'action » : à ce terme je préfère celui de sicaires ou d'« hommes de sang », belle formule du journaliste Pertinax à propos de Pierre Pucheu, autre grand synarque qui a aimé plus que tout mettre la main à la pâte - combattre avec fureur la classe

ouvrière et ses défenseurs - jusqu'au seuil de sa condamnation à mort en mars 1944, lors de sa confrontation, à son procès d'Alger, avec deux délégués du parti communiste, dont Fernand Grenier, qui l'accusa avec raison d'avoir visé « l'extermination des cadres du mouvement ouvrier »

Vox Populi :

Comme je le disais, le fascisme italien et le nazisme allemand ont eu toute latitude pour agir sur le territoire français. Les dirigeants français sont informés, et lorsqu'ils appartiennent au Front Populaire, ils sont parfois sous-informés par des technocrates qui font leur propre politique.

A ce propos, l'échec du Front Populaire est complet et profond. Comme vous le démontrez, par des documents inédits et remarquables, il ne parvient pas, sans doute parce qu'il ne le veut pas, à mettre au pas ce grand capital français, comme il ne parvient pas à prendre le contrôle du pouvoir technocratique.

La leçon est intéressante pour aujourd'hui : c'est bien d'élire une majorité de gauche, pour celles et ceux qui votent et soutiennent un tel gouvernement issu d'une telle assemblée, mais si les ministres ne parviennent pas à être informés, à se faire obéir ou sont trompés par une technocratie qui est payée par ce grand capital (puisqu'il récupère les membres de ces élites dans ses grandes entreprises), le vote est mis en échec.

Annie Lacroix-Riz :

Les sources démontrent formellement que la classe ou le groupement de classes qui détient le pouvoir économique contrôle tout ou presque, appareil d'État, ministres, hommes politiques, intellectuels, journalistes, hommes de main, de la droite à la fraction (très majoritaire) de la gauche qui ne remet pas en cause ce système de domination. Quand ceux d'en bas réagissent, aidés par des dirigeants qui leur sont sincèrement dévoués, pour augmenter la part du salaire et améliorer leurs conditions de vie, au sens large, ceux d'en haut doivent reculer, leurs propres auxiliaires s'avérant inefficaces.

Si ceux qui entretiennent ou influencent ces derniers continuent à détenir le capital et, avec lui, le contrôle qu'il assure sur l'essentiel, ils sont certains de reprendre la main. C'est au citoyen de mesurer que rien ne changera tant que les classes dirigeantes occuperont leur position. L'historien qui fait son métier se contente d'en administrer la démonstration :

L'aristocratie dominait tout avant 1789, les privilégiés russes avant 1917, nos privilégiés avant 1939, entre 1940 et la Libération comme après cette même Libération.

Un des objectifs du contrôle des moyens d'information par le grand capital (qui n'a attendu ni Bouygues ni Serge Dassault ni Lagardère père et fils) est de dissimuler à l'électeur salarié ou à tout non-gagnant du système cette dure réalité.

Mais un autre objectif est de faire passer ceux qui la décrivent pour des fantaisistes, des aigris, des adeptes de « la théorie du complot », des pétroleuses - quand ce sont des femmes)- ou de les vouer à l'enterrement de première classe : la publicité éditoriale va aux « spécialistes du patronat » qui conviennent à ce dernier [3], pas aux autres. C'est de bonne guerre (sociale).

Vox Populi :

Lorsque vous parlez de la Cagoule et de la Synarchie, il y a un grand absent, c'est François Mitterrand. Est-ce que vous avez trouvé des choses, que vous ne pourriez pas divulguer ? Lui, le charentais, compagnon de nombreux cagouleurs issus de cette région et de ce département, n'aurait eu aucun rapport avec ce complot contre la République ?

Annie Lacroix-Riz :

N'ayant rien trouvé dans mes sources sur François Mitterrand (trop jeune pour avoir été un chef cagouleur), je ne puis que constater ses liens profonds et durables avec les grands cagouleurs, révélés par Pierre Péan dans « Une jeunesse française », bien que cet auteur postule une non-appartenance du jeune homme d'extrême droite qu'il fut au mouvement. On attendra une ouverture plus grande des sources pour se prononcer sur pièces.

Vox Populi :

Si, pour les extrémistes de droite, il y avait longtemps que leur ennemi principal était intérieur (les Rouges, la Gauche), il faut constater que les hommes de gauche n'ont pas pu et su percevoir la profondeur de cette haine qui les visait et n'en ont pas été capables à leur tour. Car la réalisation de cette guerre civile, larvée jusqu'en 39, va se jouer entre 40 et 44. Comment expliquez-vous cet aveuglement ?

Annie Lacroix-Riz :

Je n'aime pas le terme de guerre civile, comme je l'ai écrit dans mon livre - de quelle guerre s'agit-il, entre des impuissants et des tout puissants, armés jusqu'aux dents pour anéantir les droits des précédents (et stricto sensu un certain nombre d'entre ces derniers) ? Une partie des « hommes de gauche » sont nettement plus liés au patronat qu'aux classes qu'ils sont supposés défendre : il n'y a donc pas de leur part « aveuglement » mais un choix global au service des dominants contre les dominés, en échange d'avantages divers, financiers ou non (la gamme est considérable). Mon livre me semble à cet égard démonstratif, de Léon Blum à Camille Chautemps en passant par Édouard Daladier et tous les autres. Cela ne choquera que ceux qui ne veulent pas affronter les faits, impitoyables.

Vox Populi :

Le quatrième chapitre s'intitule « L'Allemagne en France : les débuts glorieux de la cinquième colonne », et le premier sous-chapitre, « L'appareil nazi en France ». Et vous donnez des éléments qui donnent froid dans le dos. Car on s'aperçoit que le régime nazi était remarquablement installé en France, bien avant juin 40. Un jeune fonctionnaire du Ministère de la Propagande du Reich, Arthur Schmoltz, a été expulsé d'Espagne, début 34, en raison de ses activités d'espionnage, il vient s'installer en France. L'Etat français connaît les raisons de son expulsion, mais on le laisse entrer. Il devient le « chef de la Gestapo », à l'ambassade d'Allemagne. Au 36 rue Laffite, logeait, en sus d'une Fédération des employés de commerce allemands, une association, Lobeda, « chorale du Front allemand à Paris », où nos amis germains faisaient leurs vocalises en déclarant « Ô France, que vas-tu voir quand tu apercevras les Allemands, car les Allemands tirent bien, attention à toi, sang français ». Tous ces gens nous menacent, claironnent leur haine, mènent des actions anti-françaises sur le sol français, et les représentants de l'autorité nationale ne bougent pas le petit doigt. Finalement, la célèbre phrase du comte d'Aueroche, « Messieurs les Anglais, tirez les premiers » n'est pas complète, il faudrait dire « Messieurs les Anglais et les Allemands, tirez les premiers ». On aurait préparé un peuple à de futurs sacrifices sanglants que l'on ne s'y serait pas pris autrement. Quel est, à vos yeux, le personnage ou le fait, qui est le plus choquant, au cours de ces années, de 1933 à 36, ou même jusqu'en 39 ?

Annie Lacroix-Riz :

Le palmarès est impossible, tant l'indécence ou l'obscénité fut grande, tant du côté du Reich, dont nombre de ressortissants si actifs depuis 1933 revinrent comme occupants depuis l'été 1940, que du côté français : pour l'état-major général français et pour les « politiciens » (pour se borner à ceux qui comptèrent dans l'Etat et son appareil) stigmatisés par Marc Bloch au printemps 1944, ce fut une surenchère : elle fut telle que je ne suis pas sûre que Laval (symbole entre tous pour Bloch de la haute trahison des « politiciens ») et les siens gagneraient la première place du concours ; le « centre » présumé et une partie de la gauche « modérée » firent aussi bien, tant au parti radical qu'à la SFIO. Evidemment, Otto Abetz, pourrisseur de la presse, mérite sa réputation, mais la concurrence est acharnée.

Vox Populi :

Avec la guerre d'Espagne, puis l'annexion de la Tchécoslovaquie, les positions de l'Etat-major français avaient le mérite de la clarté. Vous l'écrivez (page 365) : « L'Etat-major opta donc, dès juillet 1936, pour Franco, fournisseur d'armes simultanément du CSAR puis hôte en 1937 des cagouleurs en fuite. » Avec la Tchécoslovaquie, il ne fallut pas beaucoup tenter l'Etat-major, dont les thèses étaient identiques à celles de l'Allemagne nazie, à savoir que « l'armée tchèque » représentait « l'avant-garde des « hordes soviétiques ». Pour cet Etat-major, et jusqu'à la déclaration de guerre de septembre 39, et même après encore, l'ennemi n'est pas l'Allemagne nazie, même si on est en guerre avec elle, mais l'Union soviétique ! Franchement, quel dommage que l'amitié franco-allemande n'était pas, avant 39, en vigueur et en formes, sinon, on aurait incorporé les jeunes soldats français dans la Wehrmacht pour la guerre à l'est ! Dans cette situation, la presse française joue un grand rôle dans la propagande mensongère. Quels sont les journaux

qui, aujourd'hui, peuvent être, encore, couverts d'opprobre ? Le Figaro ? Le Temps ? (l'ancêtre du Monde)

Annie Lacroix-Riz :

On constate la même surenchère que dans le domaine précédent. La quasi totalité de la presse fut, selon les termes du grand journaliste Alexander Werth à propos de sa situation à l'automne 1938, « gleichshaltée » (c'est à dire nazifiée), les archives allemandes et la correspondance des autorités policières françaises concordent parfaitement.

La responsabilité du Temps, organe du Comité des Forges comme je le démontre, est particulièrement importante, puisque cet organe était simultanément la voix officieuse du Quai d'Orsay ; même chose pour le Figaro, autre instrument du grand capital, et pour tout le reste ou presque, y compris dans la gauche antibolchevique, l'argent patronal français et celui de l'Etat allemand faisant là des ravages.

Vox Populi :

Après septembre 39, c'est la « drôle de guerre ». Mais quand nous utilisons cette expression, nous ne savons pas à quel point nous pouvons dire que cette période était « drôle », même s'il y a de quoi rire jaune.

Finalement, jusqu'aux journées de juin 40 dont Gérard Boulanger nous a parlé, l'extrême-droite envahit la représentation politique, et surtout la haute administration. Les membres de la synarchie se placent à des postes décisifs.

Parmi eux, il y a tout de même des traîtres hors pair, je pense à Raoul Dautry, par exemple. Il est nommé, par Daladier, ministre de l'Armement, avant, quelques années plus tard, de réussir le tour de force d'être nommé, par De Gaulle, ministre de la Reconstruction.

En fait, « il perturbait les fabrications » d'armes, « qu'il prétendait augmenter ». Et toute la synarchie, le CSAR, et les Cagouards prennent possession des ministères, des responsabilités, des moyens. Ils n'ont qu'une chose à attendre, la défaite, mais ils ne se contentent pas d'être dans l'attentisme, ils y contribuent.

Un mois après l'attaque allemande, elle tombe du ciel et envahit les routes.

Là encore, la presse et les journalistes sont aveugles, alors que la Cagoule a fait l'objet d'une traque policière, qu'il y a eu des arrestations et un procès,, les Français avaient perçu, sinon compris, que quelques-uns parmi eux étaient prêts à ouvrir les portes aux Nazis.

Est-ce que les hommes de gauche n'ont pas eu une responsabilité certaine, par faiblesse ?

Annie Lacroix-Riz :

La presse et les journalistes ne sont pas aveugles, mais organiquement dépendants des puissants, dont ils sont chargés de mettre en œuvre la partie idéologique de la stratégie et de la tactique. C'est d'autant plus inconcevable pour leurs lecteurs, auditeurs et spectateurs qu'ils leur répètent sans cesse, aujourd'hui plus encore qu'hier, qu'ils sont entièrement libres et indépendants, et qu'ils glosent sur la presse en dictature (de gauche radicale surtout). Sur « les hommes de gauche », l'abîme est immense entre la fonction officielle (la défense des « petits » dont se targuent la SFIO et même le parti radical) et la fonction réelle assumée (la défense, clandestine, des « gros » qui leur assurent dans la société une place relativement ou absolument privilégiée). On ne nous a pas appris, à l'école et ailleurs, que ceux qui nous dirigent nous cachent tout : les fonds non destinés originellement à la publication mais réservés aux décideurs, l'attestent. Vous ne maintenez pas en place une société, où certains gagnent en un mois ce que plusieurs milliers voire millions d'autres ne gagneront jamais en une vie, en leur disant la vérité sur le fonctionnement de ladite société : vous avez besoin, pour vous assurer le soutien ou au moins la passivité de ceux de la seconde catégorie, de leur masquer les réalités, de leur mentir, en permanence. L'opprobre consécutif ne doit pas frapper l'historienne qui l'écrit en se contentant d'utiliser des sources nombreuses et convergentes, mais, si l'on se place du seul point de vue du citoyen, ceux qui ne font pas ce qu'ils disent et ne disent pas ce qu'ils font.

Vox Populi :

Votre livre nous apprend une foule de choses, et notamment celle-ci, essentielle : c'est que l'extrême-droite française est en fait beaucoup plus puissante qu'elle n'y paraît, même si, depuis 2002, certains ouvrent les yeux.

Aujourd'hui, on différencie une droite, supposée démocratique, de l'extrême-droite « officielle » (Le Pen, Megret),

mais c'est une entourloupe. Il n'y a qu'une seule et grande extrême-droite, avec des courants et des « sensibilités » diverses.

Elle a été, symboliquement, mise à genoux à la Libération, des traîtres ont été punis, certes, mais en fait, on comprend que son organisation a perduré jusqu'à aujourd'hui, et que pour satisfaire son obsession, son culte, le contrôle du pouvoir, elle est prête à tout.

Et en face, la gauche, dans ses divisions, est, 60 ans après la Libération, toujours aussi faible.

Le peuple a le nombre, mais ceux qui le composent s'atomisent par individualisme, pour copier les puissants, le dandysme.

Quelles sont les actions que des hommes de gauche devraient mener, quels sont les travaux qu'ils devraient engager pour inverser ce rapport de forces ?

Annie Lacroix-Riz :

Robert Soucy analyse très bien, dans ses travaux sur le fascisme français, la continuité de la droite, extrême ou prétendument « modérée » : face aux salaires en général, et bien plus encore dans les phases de crise, il n'y a pas de quartier dans les méthodes utilisées.

Nous sommes aujourd'hui dans une conjoncture où les puissants contrôlent la situation mieux qu'ils ne l'ont jamais fait, l'essentiel des forces adverses ayant acquis la certitude qu'il n'y a rien à faire et qu'il faut plier - à peu près comme la quasi totalité de la gauche française en 1914, abdication ou renonciation à la résistance qui l'a conduite à l'union sacrée.

Mais 1914 n'a pas empêché 1917, et la conjoncture changera, comme elle est en train de changer dans une partie du monde.

Vox Populi :

Des Ukrainiens, et d'autres, vous mettent en cause, pour un « révisionnisme historique », concernant l'affaire de la famine ukrainienne.

Vous vous expliquez beaucoup quant à ce problème sur votre site, mais pouvez-vous nous dire où en est cette affaire et nous résumer votre position ?

Annie Lacroix-Riz :

Ma réponse va être plus longue car vos lecteurs peuvent se procurer aisément mon livre, mais pas aussi facilement trouver un résumé sur mon affaire : la thèse de la famine génocidaire, provoquée par Staline, est fautive, et les sources, diplomatiques comme soviétiques, sont formelles à cet égard.

J'ai été amenée à travailler sur les premières, et j'ai entre 2003 et cette année découvert nombre de documents sur la question : j'en ai publié un certain nombre, diffusés sur Internet, à mes étudiants (la question correspondait à un programme d'agrégation et de CAPES en 2003-2005), et non imprimés à cette date.

Il en ressort qu'une vaste campagne de propagande a été conduite par le Reich allemand et ses divers alliés (le Vatican et la Pologne des colonels notamment) depuis l'été 1933, sur l'affreuse famine qu'infligeait à son peuple l'abominable Staline ou, plus largement, le système soviétique.

Il n'était d'ailleurs alors presque jamais question de famine provoquée mais de « preuve » de l'impossibilité pratique de survie d'un système reposant sur la propriété collective. Or, c'est précisément lorsqu'a pris fin la « famine » (considérée par les historiens spécialistes soit comme « une menace » soit comme une réalité entre février-mars et juillet 1933, date de la nouvelle récolte) que ladite campagne a commencé à se déployer.

Ce tapage a couvert une grande et vieille entreprise allemande (antérieure à 1914 et intensifiée à l'ère nazie) : l'objectif d'arracher la riche Ukraine à la Russie.

C'est une vérité incontournable, sur la phase allemande de laquelle je me propose de faire à l'avenir le point (imprimé cette fois).

La campagne a repris depuis les années 1980 avec une vigueur nouvelle par les Etats-Unis en quête de démantèlement de la vaste et riche Russie soviétique, et les moyens déployés à son service expliquent ce qui m'est arrivé : je suis en effet la seule universitaire française, depuis de nombreuses années, à mettre en question une thèse qui constitue aujourd'hui un thème courant de colloque scientifique, ce qui constitue une exception fâcheuse au

consensus général.

Mon travail, non imprimé, a été conduit aussi sérieusement que toutes mes autres recherches. Mais il a généré contre moi, depuis avril 2005, une agitation délirante de la part de tous ceux qui contribuent à interdire depuis vingt ans, en France et ailleurs, de faire des recherches historiques convenables sur l'URSS, M. Stéphane Courtois et certains de ses collaborateurs du Livre noir du communisme compris.

Elle a associé de prétendus « Ukrainiens » (dépendant de l'ultra-antisémite « Congrès mondial ukrainien » sis à Washington), dont certains n'ont jamais mis les pieds en Ukraine avant la victoire de la « révolution orange » : ces « Ukrainiens » présumés revendiquent l'héritage de la mince fraction des Ukrainiens naguère étroitement liée au Reich et à son financement, entre les années trente et 1945, tout en se proclamant partisans de l'« indépendance » ukrainienne, fraction qui partage aujourd'hui ses amitiés et hommages entre les Etats américain et allemand.

Ce tapage déchaîné contre moi, et contre lequel seuls se sont immédiatement dressés mon syndicat (le Snesup) et les éléments politiques les plus progressistes (via une pétition lancée par le groupement politique auquel j'appartiens, le PRCF), n'aurait pas dû bouleverser ma vie. Il ne l'a gravement perturbée que dans la mesure où ma présidence d'université, dès juin-juillet 2005, puis mon ministère de tutelle (par l'intermédiaire du président de Paris 7), ont osé me demander des comptes sur mes travaux et sur mon enseignement.

L'étape ministérielle a été franchie à une époque (fin février 2006) où un conseiller spécial de l'Elysée recevait une équipe « ukrainienne » dépendant du Congrès mondial précité venue demander à M. Chirac des sanctions contre moi, qualifiée par le chef du congrès d'« employée » du président de la République française. Entre temps, quelques députés de droite (dont certains portent le nom de héros du Choix de la défaite) ont joint au tapage sur le « génocide ukrainien » leur voix et celle de telle « électrice » tonnante contre mon « négationnisme » et mon « extrémisme » politique : le chiffre de ces morts atteindrait ou dépasserait celui des juifs exterminés pendant la Deuxième Guerre mondiale et il conviendrait de le reconnaître solennellement via le Parlement.

Par antisoviétisme viscéral, bien des gens qui n'ignorent pas la gravité des objectifs « ukrainiens », y compris certaines organisations juives, se sont obstinément tus sur cette campagne, voire ont associé les organisations « ukrainiennes » à leurs sessions et colloques sur les « génocides » contemporains.

Je dois, à mon grand regret, cette mise au point devant beaucoup à l'insupportable pression politique actuelle traquant l'antisémitisme là où il n'est pas, préciser que je suis juive, non antisémite et petite-fille de déporté à Auschwitz assassiné sur les routes de la mort du début de 1945.

M. Chirac, qui a reçu de ma part le courrier que méritait l'initiative décrite plus haut, n'y a pas répondu ; pas plus, à ma connaissance, qu'à la remarquable lettre de ma collègue germaniste Yvonne Bollmann dénonçant le scandale des pressions sur la France exercées par le chef du Congrès mondial ukrainien. Mais, depuis les hauts faits officiels de ces « Ukrainiens », qui ont été autorisés par la République française à rendre les honneurs au grand pogromiste Petlioura, en juin 2006, à l'Etoile (on comparera avec la couverture photographique du Choix de la défaite), je n'ai pas eu d'écho universitaire et étatique de leurs élucubrations : je les ignorerai donc jusqu'à ce que la « chasse aux sorcières », actuellement en cours dans notre Europe unifiée où « la bête immonde » se porte fort bien, reprenne éventuellement. J'espère qu'elle rencontrerait alors l'opposition qu'elle mérite.

26 septembre 2006 in : www.vox-populi.net